



Projet de budget Bayrou pour 2026 : année noire annoncée pour la population et la Fonction Publique...

PARIS > 28 août 2025

Le gouvernement encore en place à ce jour souhaite faire 44 milliards d'économies sur le dos de la population et des services publics. Ni les entreprises qui bénéficient de la part de l'Etat de plus de 200 milliards d'euros/an d'avantages, ni les plus fortuné.e.s qui ont vu leur patrimoine exploser ces dernières années ne sont mis à contribution !

Des mesures brutales, injustes pour les salarié.e.s et la population

- ▶ **la suppression de 2 jours fériés pour l'ensemble des salarié.e.s** et du 1er mai pour certaines professions
- ▶ **le maintien de la retraite à 64 ans** et le gel du montant des pensions de retraite
- ▶ **le recul des droits des salarié.es** : recours facilité aux contrats précaires (CDD, intérim...), baisse drastique des droits au chômage, monétisation de la 5ème semaine de congés payés, etc.
- ▶ **le coût de la santé en hausse pour les malades** : augmentation des franchises médicales et du « reste à charge » à payer sur le prix des médicaments et les actes médicaux, avec pour conséquence une hausse exponentielle des frais de mutuelle
- ▶ **le gel des prestations sociales** : allocations familiales, aides au logement, bourses d'études, RSA, allocation adulte handicapé ne seront plus revalorisés chaque année

Un acharnement contre la Fonction Publique, ses personnels et ses missions

Des conditions de vie et de travail toujours plus dégradées avec notamment :

- ▶ **De nouvelles destructions d'emplois** (non-remplacement d'une personne sur trois quittant la Fonction Publique) ;
- ▶ **Des pertes de salaires avec le gel du point d'indice** (pour la 3e année consécutive) **et des primes** ;
- ▶ **Nos missions dégradées en raison des coupes budgétaires**
- ▶ **Le gel de toutes les promotions catégorielles** ;
- ▶ **Le maintien du jour de carence et la perte de 10 % de la rémunération** en cas d'arrêt maladie ordinaire ;
- ▶ **Le gel et la forfaitisation du Supplément familial de traitement** calculé en fonction du nombre d'enfants à charge, etc.

La Fonction Publique et la santé matraquées :

⇒ moins 10€ milliards pour la Fonction publique d'État et ses opérateurs

⇒ moins 5€ milliards pour la santé

⇒ moins 5,3€ milliards d'euros pour les collectivités

→ **La CGT propose sur son site un [simulateur](#) pour découvrir l'impact du budget Bayrou sur votre quotidien**

... et pourtant, les milliards d'euros pour les services publics et la population existent bel et bien !

La CGT vous apporte la preuve que de l'argent, il y en a :

Les avantages accordés aux entreprises = 211 milliards d'euros/an

Cet été, une [commission d'enquête sénatoriale](#) a révélé le montant exorbitant des subventions, exonérations et allègements fiscaux en tout genre en faveur des entreprises. **Avec 211 milliards, il s'agit du premier budget de l'État (hors Sécurité Sociale) – qui plus est, attribué sans contreparties et sans « transparence » ni « évaluation » d'après l'enquête.**

Le "trou de la sécu" (santé, retraites...), c'est l'argent non versé par le patronat !

Tous les ans, les employeurs bénéficient de **près de 90 milliards d'exonérations de cotisations sociales**¹ alors que le **déficit de la Sécurité Sociale s'élève à 15,3 milliards d'euros**. Ces cotisations servent pourtant à financer les différentes branches de la Sécurité Sociale (santé, retraites, famille...). À cela s'ajoute 6,9 milliards/an de fraudes aux cotisations sociales dues par les entreprises.

Les fraudes = 80 milliards d'euros perdus en 2024

La fraude **fiscale (70 Mrd)**² et la fraude aux **cotisations sociales dues par les entreprises et les indépendants (6,9 Mrd)**³ coûtent chaque année près de 80 milliards d'euros à l'État et aux caisses de la Sécurité Sociale. À l'inverse les fraudes aux prestations sociales, dont le gouvernement nous rebat les oreilles, sont estimées à 4 milliards².

Les ultra-riches, toujours plus riches au détriment de l'ultra-majorité !

Les cadeaux fiscaux et les avantages accordés ces dernières années aux plus riches et aux entreprises ont fait exploser leurs patrimoines. **Les 500 plus grandes fortunes du pays possèdent désormais 1228 milliards d'euros**, soit l'équivalent de près de **40% du PIB**⁴ de la France (contre 20% en 2017). **L'imposition des plus riches et la taxation des dividendes des actionnaires et des superprofits doivent devenir une priorité**. Par exemple, un impôt de 2% sur le patrimoine des 1800 foyers français possédant plus de 100 millions d'euros rapporterait 20 milliards/an à l'État.

Où trouver *a minima* les 44 milliards pour les services publics et la population ?

Avantages accordés aux entreprises (subventions, dispositifs fiscaux, exonérations de cotisation sociale...)	211 milliards/an (dont 88,9 d'exonération de cotisations sociales)
Fraudes fiscales	70 milliards/an
Fraudes aux cotisations sociales dues par les entreprises et les indépendants	6,9 milliards/an
Taxer de 2% le patrimoine les 1800 foyers possédant plus de 100 millions d'euros	20 milliards/an

**LES MARGES DE MANŒUVRE EXISTENT.
DONC FAIRE ENCORE DES SACRIFICES, C'EST NON !**

¹ [Rapport d'évaluation des politiques de sécurité sociale](#), 2025

² Estimation basse

³ [Rapport du haut Conseil au Financement de la Protection sociale](#) (hors secteur agricole), 2024

⁴ Le produit intérieur brut (PIB) mesure la richesse produite (biens et services) dans un pays sur une année